

INTERNATIONAL

CAHIER H

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ

LE DEVOIR



Des **interventions ciblées** pour le SACO et le CECI
Page 2



Le **temps d'agir** est venu pour Annie Roy et Pierre Allard, de l'ATSA
Page 3

«**L'avenir** du monde est sur les bancs d'école»
Page 6



Manifestants américains du mouvement Occupy Wall Street



Policiers déployés devant le Parlement d'athènes, lors de la grève générale le 6 mai 2010.



Des Tunisiens expriment leur mécontentement contre le président Ben Ali, en janvier 2011.



Rassemblement populaire à Douma, en Syrie.



Un hélicoptère survole des manifestants en Égypte.

PHOTOS : REUTERS

En ces jours de protestation mondialisée

Distribuer des tracts peut «être aussi efficace, dans la perspective d'une lutte politique, que de poster un texte sur un blogue»

Serge Halimi, directeur du réputé mensuel *Le Monde diplomatique*, ouvrira les Journées québécoises de la solidarité internationale. Le 1^{er} novembre prochain, à Montréal, il commentera l'escalade de protestations qui s'agite dans les rues de la planète.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Le *Monde diplomatique* a longtemps fait bande à part. Inébranlable mensuel à contre-courant, il a pour directeur Serge Halimi, qui le décrit lui-même, dans un message adressé à ses lecteurs dans l'édition du mois d'octobre, comme «une anomalie» dans le paysage médiatique.

Ses pages continuent de donner toute la place nécessaire à des articles d'informations internationales et financières de longue haleine. «*Pontifier sur la mondialisation est évidemment plus facile (et plus économique) que de l'analyser en y consacrant enquêtes et reportages*», écrit-il dans le même texte, réitérant du même coup la ligne éditoriale de son journal et les appels aux abonnements. Bien campé à gauche, le mensuel s'est érigé, au fil des deux dernières décennies, comme l'un des pourfendeurs de premier ordre des régimes despotiques et du néolibéralisme triomphant.

Indignation

Depuis un an, l'indignation, la remise en question et la contestation ont désormais gagné les rues du monde. En Tunisie d'abord, puis en Égypte, en Grèce, en Syrie, en Espagne, au Chili, à Wall Street... La planète gronde et bat au rythme de l'ébullition des protestations qui se multiplient. Le 15 octobre dernier, un mouvement d'occupation inspiré par les manifestations des indignés en Espagne, puis calqués sur Occupy Wall Street, démarrait simultanément dans des centaines de villes du globe. Montréal a emboîté le pas.

Pour Serge Halimi, l'«heureux» effet domino et le mimétisme, qui ont déboulé et déboulé depuis l'immolation du jeune Mohammed Bouazizi et la Révolution du jasmin qui en a découlé, rappellent «à la fois la période de 1848 en Europe et l'ère de la chute des dictatures en Amérique latine».

Nouvelle expression de solidarité internationale? «*Ces mouvements me semblent davantage traduire un refus de l'ordre existant, qui cherche ses débouchés politiques parce qu'il sait qu'il ne les trouvera pas dans les actuelles structures partitanes*», exprime Serge Halimi, qui a répondu aux questions du *Devoir* par courriel et par téléphone. Au départ, un refus de «la seule politique possible», l'idée que, puisque même le monde arabe — qu'on disait indéfiniment gelé par l'autoritarisme — a réussi, contre toute attente et avec une vitesse extrême, à s'en affranchir, c'est donc que «l'impossible arrive». D'où l'effet de contagion en Europe et, dans une moindre mesure, aux États-Unis: si Ben Ali, Moubarak, Kadhafi peuvent tomber, rien n'oblige plus à se résigner ailleurs à choisir entre le mal et le pire, entre les frères siamois d'une même politique néolibérale.»

Fin d'un analphabétisme économique?

Figure intellectuelle importante de la gauche, Serge Halimi, qui a succédé à Ignacio Ramonet à la tête du *Monde diplomatique* en 2008, ajoute que ces protestations traduisent «aussi la crise, voire le pourrissement, du système économique et des mécanismes politiques représentatifs».

Dans un article publié en juillet dernier, il s'inquiétait de «l'analphabétisme économique» qui régnait dans la population, alors que «l'économie et la finance sont à l'évidence deux domaines compliqués que les commentateurs conservateurs préfèrent rendre plus opaques encore afin que nul ne s'en mêle», explique-t-il au *Devoir*. Un jargon qui, à son avis, a permis d'imposer en Europe des mesures d'austérité faisant payer les conséquences de la crise financière à une population indignée de son sort, mais incapable de prendre en défaut ce qu'elle croit qui la dépasse,

faute de comprendre comment fonctionne ce qu'elle doit combattre.

«*Dès lors que personne ne peut, sans y consacrer beaucoup de temps et de volonté, comprendre les nouveaux instruments de l'innovation financière et leur caractère prédateur, rien de plus simple que de s'employer à résumer la crise à quelques leçons de "bon sens" conservateur [...]. Comme ces lieux communs disposent à la fois du concours empressé des médias et de celui des organisations économiques internationales — FMI, BCE, OCDE, etc. — leur échapper requiert une connaissance critique au moins approximative des mécanismes du capitalisme financier.*»

Ce que réussissent maintenant, à son avis, les protestataires actuellement en marche. L'occupation de New York lui apparaît comme la démonstration d'une foule bien informée, outillée, dorénavant capable de lire le débat politique et social entre les lignes du discours technique financier, puisque son action vise avec justesse l'épicentre de la débâcle économique: Wall Street.

Internet et la contestation

Serge Halimi nuance le propos technophile de 2011 qui attribue les causes du printemps arabe et de la mobilisation contestataire à Internet et aux médias sociaux. Bien des révolutions, après tout, ont éclaté dans l'histoire avant l'apparition d'Internet, et M. Halimi rappelle que les technologies peuvent être des instruments utilisés à la fois par ceux qui combattent l'ordre et par ceux qui le maintiennent.

Déjà au tournant du nouveau siècle, Serge Halimi mettait en garde contre l'euphorie de certains blogueurs altermondialistes «assez naturellement enclins à valoriser leur activité. Ils voient donc dans Internet le lieu de tous les savoirs et de tous les combats», indique-t-il avec scepticisme.

Serge Halimi considère, de son côté, que parler à ses voisins et distribuer des tracts peut «être aussi efficace, dans la perspective d'une lutte politique, que de poster un texte sur un blogue avec l'illusion que la planète entière va s'empreser de le lire et de s'en inspirer».

Il soutient qu'Internet constitue «également un outil de marketing et de contrôle social, voire de «*ficage*», utilisable par les États et par les grandes entreprises». Des constats, juge-t-il, qui «n'enlèvent rien aux vertus d'Internet pour ceux qui savent s'en servir et qui ont la volonté d'échanger des informations et des conseils susceptibles de transformer la réalité et le monde. Il est certain que le coût de la communication est moindre, que l'idée peut circuler sans papier et sans photocopieuse, que la censure officielle est plus difficile. Reste que la solidarité, cela ne se résume pas à expédier un courriel, ni à envoyer une photo sur Twitter, ni à signifier «J'aime» au bas d'un article sur Facebook.»

Si les médias sociaux et Internet, dans les pays arabes totalitaires, ont aidé à éviter la censure en court-circuitant la presse propagandiste, désormais la Tunisie et l'Égypte voient s'éclore une jeune liberté de la presse. *Le Monde diplomatique* a d'ailleurs dédié son numéro de février dernier à la Tunisie, pays où ses pages ont régulièrement été victimes de la censure et où, à partir de 2009, elles ont carrément été interdites de distribution. «*La presse arabe connaît son année zéro dans de nombreux pays*, observe Serge Halimi, qui a aussi déjà rédigé des pamphlets sévères à l'endroit des médias. En Tunisie, elle est encore particulièrement médiocre, verbeuse, prétentieuse et moralisante. Elle ne peut donc que s'améliorer. Et bientôt découvrir que l'information, ce n'est pas seulement le commentaire, mais aussi l'enquête.»

Le Devoir

CONFÉRENCE «DE TUNIS À WALL STREET: LA MONDIALISATION DES LUTTES CITOYENNES»

Le mardi 1^{er} novembre à 19h, à la salle Marie-Gérin-Lajoie de l'UQAM, et le mercredi 2 à 19h, à l'Université de Sherbrooke. Entrée gratuite.

COOPÉRATION

Deux organismes de coopération implantées au Québec

CECI ou SACO, toujours des interventions ciblées

La décentralisation permet de donner un mandat élargi aux acteurs sur le terrain

Le CECI et le SACO ont pris racine au Québec depuis plus de quatre décennies. Ces deux organismes à but non lucratif s'appuient chacun à sa façon sur un réseau de partenaires et des centaines de bénévoles pour conduire des projets de coopération partout dans le monde.

RÉGINALD HARVEY

Mario Renaud s'est lancé tout jeune dans l'aide internationale lorsqu'il a commencé à parcourir la planète, en compagnie de son inséparable sac à dos de l'époque, en 1969; depuis ce temps, la façon d'agir a bien changé pour les coopérateurs. En 1974, il entre à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), où il demeure jusqu'en 2005. Et voilà qu'il est toujours plongé dans la solidarité internationale au moment où il occupe les fonctions de directeur général du Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), qu'il situe sur le plan historique: «En fait, le CECI est plus âgé que l'ACDI; il a vu le jour en 1958. Avant que l'aide public au développement ne soit organisée par le gouvernement canadien, plusieurs organisations non gouvernementales [ONG] existaient déjà, qui ont pris naissance dans le cadre de l'existence des institutions religieuses dans les années 1940 et 1950; plus tard, plusieurs anciens missionnaires se sont retrouvés dans la coopération.»

De jésuite à laïc

Créé par les jésuites, le Centre devient laïque à la fin des années 1970; c'est aujourd'hui une corporation privée réunissant 100 membres issus de divers milieux représentatifs de la société au sein de laquelle il évolue, dont le conseil d'administration est composé de 11 personnes. M. Renaud en cerne la mission: «Notre action est fondée sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Tous les cinq ans, nous révisons les secteurs d'intervention

prioritaires mais, fondamentalement et depuis le début, le travail s'effectue avec les collectivités locales.» Il fournit cette précision: «Avec un grand pragmatisme, on inclut, dans l'accompagnement d'un développement local de la base, aussi bien les élus que le secteur privé dans les pays; on favorise donc une gouvernance démocratique et on encourage beaucoup son émergence; on s'associe également avec le secteur privé parce que, pour lutter contre la pauvreté, il faut créer de la richesse.»

Planétaire

Dans ce sens-là, le CECI participait récemment au Forum international sur l'économie sociale et solidaire: «On favorise ce type d'économie parce qu'elle est au service des gens et de la collectivité; à l'intérieur de celle-ci, ils peuvent générer de la richesse, se créer des emplois et utiliser les revenus pour se donner des services de première nécessité liés à leur mieux-être. C'est vraiment au cœur de notre action, et notre slogan pour cette année est le suivant: "Investir dans l'humain".»

Il dépeint les moyens d'action qui sont déployés: «Nous formons une organisation décentralisée depuis l'an 2000, qui œuvre dans une vingtaine de pays; nous possédons des bureaux régionaux sur trois continents. La très vaste majorité des employés, soit plus de 350, sont à l'étranger et sont des nationaux qui sont avec nous depuis plus de 10 à 15 ans; ils ont été formés par nous et ils poursuivent leur travail selon les mêmes principes et valeurs qui leur ont été inculqués.»

Tout un réseau de coopérateurs a été mis en place pour leur prêter main-forte: «Il a tou-



EDUARDO MUNOZ REUTERS

De 300 à 400 bénévoles du SACO partent en renfort chaque année vers des destinations étrangères, dont Haïti.

jours existé et on intervient maintenant avec une autre organisation, l'Entraide universitaire mondiale du Canada [EUMC], dans un programme de coopération volontaire qui s'appelle Uniterra; ensemble, on envoie plus de 450 volontaires par année dans les pays où le Centre s'active et où on conduit des projets.» Ceux-ci bénéficient de points d'ancrage quand ils débarquent en mission quelque part dans le monde: «Ils s'inscrivent dans une action qui appartient aux partenaires locaux.»

Volontariat

Gestionnaire de programmes au Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO), Apollinaire Ihaza rapporte que cette ONG existe depuis 40 ans déjà et qu'elle a vu le jour à Montréal, où se trouve toujours

son siège social, bien que son centre d'activité se situe maintenant du côté de Toronto: «Nous cherchons à améliorer le bien-être économique et social des individus et des collectivités ici au Canada et à l'étranger.»

Pour remplir sa mission, le SACO s'appuie sur le volontariat: «On utilise l'expertise, en matière de compétences, et aussi l'expérience de nos bénévoles. Notre ressource première et fondamentale, ce sont les conseillers qui travaillent sur une base volontaire.» Il explique plus en détail le fonctionnement retenu: «On recrute ici au Canada des bénévoles et on les choisit parce qu'ils possèdent des connaissances dans un milieu industriel donné ou dans d'autres sphères d'activité; on retient les gens qui ont une expérience ou un vécu réel de dix ans ou plus, par exemple, dans l'hôtellerie, l'agri-

culture, l'éducation ou d'autres domaines. On s'assure qu'ils ont le bagage nécessaire avant d'être envoyés dans un pays.» Il arrive que l'organisme se tourne vers un secteur et mène une campagne de recrutement en fonction de celui-ci: «Actuellement, on travaille un peu partout dans le domaine hôtelier; on fait donc la promotion du SACO à travers les associations professionnelles des gens de ce milieu.»

À l'écoute

À l'autre bout de la ligne, là où se déroulent les projets, le Service a retenu cette façon d'entrer en action il y a quelques années: «Nous avons mis l'accent sur l'écoute de nos partenaires sur le terrain. Nous avons des bureaux de représentation en différents endroits qui sont mis à la disposi-

tion des organisations, qu'elles soient gouvernementales, qu'elles appartiennent à la société civile, qu'elles relèvent de l'entreprise privée, de groupes de femmes ou autres; ces gens nous font connaître leurs besoins d'accompagnement et on recrute le personnel de coopérateurs en fonction de ceux-ci pour les soutenir dans leurs initiatives.» À l'heure actuelle, des projets à plus long terme, dont la durée peut s'étaler sur cinq ans, retiennent davantage l'attention et sont favorisés.

Pour les mandats réalisés à l'extérieur du pays, de 300 à 400 bénévoles partent en renfort chaque année vers des destinations étrangères: «Là aussi, nous avons adopté une démarche ciblée; c'est inefficace de conduire des actions dispersées à travers un trop grand nombre de pays. Nous travaillons bien sûr au Canada, principalement avec les communautés autochtones, et aussi en Asie [Philippines], en Afrique [Burkina Faso, Cameroun, Sénégal], de même que dans les Amériques [Caraïbes, Haïti, Honduras, Colombie, Bolivie, Guyane].»

En ce moment, un projet tient particulièrement à cœur au SACO pour l'ensemble de ses interventions: «On est en train de développer une stratégie d'appui pour les jeunes entrepreneurs. Il s'avère que, dans les pays du Sud, le marché du travail est fermé pour eux à maints endroits; en même temps, ces jeunes ont davantage accès à l'éducation, sont mieux formés et peuvent prendre des initiatives dans leur collectivité respective, sans qu'ils possèdent toutefois tous les outils ou l'expertise pour réussir; on veut leur servir de levier pour y arriver.» Le Service entend de plus travailler davantage dans le sens de la décentralisation, sur le plan de la gouvernance, dans un proche avenir.

Collaborateur du Devoir

PLAN NORD!

GAZ DE SCHISTE!

QUI DÉCIDE DE NOTRE DÉVELOPPEMENT?
Quelles possibilités et stratégies face à ce modèle? Cette conférence abordera la question sous l'angle de l'économie et du droit des peuples de décider de leur futur.

POUR L'ÉGALITÉ

LUNDI 14 NOV. 2011

Centre St-Pierre 1212 rue Panet, Salle 200

Montréal 19h30

QUEL MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT?

JOIGNEZ-VOUS à INTER PARES, la LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS, M. YAO GRAHAM, militant africain, et M. UGO LAPOINTE pour explorer comment promouvoir la JUSTICE SOCIALE ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE

www.interpares.ca/egalite

BEAURY

LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS

TWIN Africa

Inter Pares

SIMULTANEOUS TRANSLATION AVAILABLE. L'INTERPRÉTATION SERA ASSURÉE.

SACO

Service d'assistance canadienne aux organismes

SACO | CESO

SACO est une organisation sans but lucratif qui oeuvre depuis plus de 40 ans dans le domaine du développement économique et social basé sur le volontariat. Notre répertoire de volontaires comprend des cadres soigneusement sélectionnés ainsi que des praticiens haut placés possédant au moins dix ans d'expérience professionnelle, souvent bien plus.

Nos volontaires, qui agissent à titre de mentors, ont réalisé plus de 46,000 missions auprès des peuples autochtones du Canada et de collectivités et d'organismes dans plus de 120 pays des Amériques, de l'Asie et de l'Afrique.

Appuyez SACO :

→ Devenez volontaire → Devenez partenaire → Faites un don

www.ceso-saco.com

Tél: 1-800-561-0687

uniterra

UN PROGRAMME CECI & EUMC

UNITERRA est un important programme canadien de coopération volontaire et de développement international, mis en oeuvre conjointement par le CECI et l'EUMC.

Nous sommes fiers de participer au FIESS en tant que partenaire de l'événement.

L'économie a mille visages

Investissons dans l'humain!

Le programme Uniterra est réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Agence canadienne de développement international

Canadian International Development Agency

WUSC-EUMC

CECI

COOPÉRATION

Journées québécoises de la solidarité internationale

Le temps d'agir est venu

« Il faut lutter contre l'indifférence et le cynisme »

Les Journées québécoises de la solidarité internationale, organisées par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), se tiendront du 2 au 12 novembre.

MARTINE LETARTE

« *“Le temps d'agir” a été choisi comme thème pour propulser l'engagement citoyen. Nous souhaitons montrer à quel point l'engagement est important et a un impact. Il n'est jamais trop tard pour s'engager et il y a plusieurs façons de le faire. Nous mettons l'accent sur la solidarité internationale, mais c'est aussi important d'agir localement. Un geste local a un impact sur la société et, éventuellement, cela aura un impact à l'international.* »

Ces mots sont de Fréda Thélusma, responsable des Journées québécoises de la solidarité internationale à l'AQOCI. C'est ainsi qu'elle décrit cette 15^e édition de l'événement. Chaque année, le thème a un lien avec l'actualité.

« *Nous trouvons que beaucoup de gens agissent, précise Mme Thélusma. Il y a plusieurs acteurs dans la société dont on n'entend pas nécessairement parler.* »

Les Journées québécoises de la solidarité internationale, un événement soutenu par le ministère des Relations internationales, sont une occasion de célébrer ces initiatives. Pour Fréda Thélusma, cet événement est aussi une occasion de chasser le cynisme.

« *Il y a plusieurs problématiques au niveau global, affirme-t-elle. Il y a beaucoup à faire. Certains se découragent et ne croient plus que des changements sont possibles. Je crois plutôt que c'est essentiel à ce moment-ci de se concerter dans nos actions pour faire bouger les choses.* »

Des porte-parole engagés

Cette année, les porte-parole des Journées québécoises de la solidarité internationale sont Annie Roy et Pierre Allard, de l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA).

« *Nous étions surpris d'avoir été choisis, parce que nous avons une action très locale* », affirme Mme Roy, cofondatrice de l'ATSA, qui a organisé pendant 12 ans l'« État d'urgence ». Ce genre de « tout-inclus » pour les sans-abris, comme les cofondateurs de l'ATSA avaient baptisé l'« État d'urgence », proposait aussi une grande programmation artistique.

« *Une action peut être locale, mais avoir une portée très internationale* », affirme Fréda Thélusma.

lusma. *Ce camp pour les sans-abris était lié à ce que plusieurs personnes vivent à travers le monde. Nous souhaitons cette année faire un pont entre ce qui se vit ici et ailleurs.* »

« *Je pense que, si quelqu'un est indifférent aux sans-abris d'ici, il le sera aussi à ceux d'ailleurs. Il faut briser l'indifférence. De plus, les gestes qu'on pose localement ont des répercussions ailleurs. Je pense par exemple aux achats équitables. Il faut prendre le temps d'agir* », affirme Annie Roy, qui vient d'une famille très active dans le domaine de la coopération internationale.

« *Le cynisme est un gros fléau, renchérit Pierre Allard. Je trouve que c'est une excuse facile pour ne pas s'engager. Il faut lutter contre l'indifférence et le cynisme.* »

L'AQOCI a aussi été séduite par la voie qu'a choisie l'ATSA pour s'engager: l'art. « *Je trouve que ça illustre bien que l'engagement peut prendre différentes formes: artistique, communautaire, politique, etc. Il faut renforcer la confiance des individus dans leur capacité d'agir* », affirme Mme Thélusma.

Les cofondateurs de l'ATSA sont du même avis. « *On peut faire des gestes chaque jour, si petits soient-ils* », affirme Mme Roy. *Les gens pensent que leur action n'aura pas d'incidence, mais elle en a lorsqu'ils décident d'agir. Il faut seulement trouver sa cause.* »

« *Il y a tellement d'organismes qui touchent à différents domaines d'action* », affirme M. Allard. *Il faut choisir quelque chose qui nous touche, qui nous met en colère. Ensuite, on peut utiliser l'énergie de cette colère pour faire quelque chose de positif. Les Journées sont une belle occasion de découvrir différents organismes.* »

Des activités à travers la province

Pour s'assurer d'avoir un maximum d'impact à travers la province avec les Journées québécoises de la solidarité internationale, l'AQOCI, qui regroupe 65 organisations, compte sur certains de ses membres pour propulser l'événement.

« *Dans plusieurs régions, un de nos membres a organisé une programmation en rapport avec les enjeux régionaux en favorisant la participation d'acteurs de la société civile* », précise Fréda Thélusma.



SOURCE ATSA

Cette année, les porte-parole des Journées québécoises de la solidarité internationale sont Annie Roy et Pierre Allard, de l'Action terroriste socialement acceptable (ATSA).

« *que va l'argent de nos impôts! Nous sommes des artistes pour la paix, alors ça nous touche beaucoup* », affirme Mme Roy, qui prépare en ce moment, avec son équipe, l'événement « FIN novembre » pour dénoncer les inégalités, dès le 18 novembre à la place Emilie-Gamelin.

L'équipe des Journées québécoises de la solidarité internationale

a aussi pensé aux jeunes.

« *Nous allons dans les écoles secondaires présenter aux élèves des portraits de jeunes engagés dans le monde* », indique Mme Thélusma. *Nous leur demandons par la suite de créer un reportage vidéo sur le parcours de ces jeunes engagés. Nous invitons aussi les élèves à rédiger un manifeste sur l'indignation et,*

ensuite, nous les amènerons à réfléchir aux façons dont ils pourraient faire bouger les choses. »

Collaboratrice du Devoir

■ On peut consulter la programmation complète dans le site des Journées québécoises de la solidarité internationale: <http://www.jqsi.qc.ca>.

AQOCI

Un **réseau** en **action...**

au **cœur** de la

solidarité internationale

Association québécoise des organismes de coopération internationale: 65 membres actifs

1001, Sherbrooke Est, bureau 540
Montréal (QC) H2L 1L3
514.871.1086

www.aqoci.qc.ca

PROGRAMME DE COOPÉRATION VOLONTAIRE D'APPUI À LA GOUVERNANCE, À L'ÉDUCATION ET AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EN HAÏTI

DEVENEZ CONSEILLER OU CONSEILLÈRE VOLONTAIRE!

photo: Patrick Lefrançois

Le PCV mobilise des volontaires canadiens et canadiennes afin de contribuer au renforcement des compétences et des connaissances des partenaires haïtiens dans les domaines de la gouvernance, de l'éducation fondamentale, de la formation technique et professionnelle et du développement économique.

Vous êtes à la recherche de nouveaux défis ? Vous désirez exploiter vos compétences dans un nouvel environnement ? Pourquoi ne pas les réaliser là où vous pouvez faire une vraie différence ?

La coopération volontaire : une expérience à vivre !

>>> www.pcvhaiti.ca

CECI WUSC-EUMC L'éducation pour tous SACO/CESO

Projet réalisé avec l'appui financier du gouvernement du Canada accordé par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)

Agence canadienne de développement international Canadian International Development Agency

COOPÉRATION

Comité de solidarité de Trois-Rivières

Et si le monde était plus juste...

« Les changements fondamentaux doivent être structurels et politiques! »

Voilà quatre décennies que le Comité de solidarité de Trois-Rivières est de toutes les causes: combattre l'injustice, la famine, les violences et la misère humaine. Quand les mots «liberté», «justice», «partage» et «solidarité» prennent tout leur sens. Bienvenue au cœur d'un engagement militant et citoyen qui force le respect.

THIERRY HAROUN

Par des activités d'information, des campagnes de mobilisation, des interventions en tous genres, le Comité de solidarité de Trois-Rivières, en partenariat avec les réseaux d'action d'ici et d'ailleurs, œuvre pour que s'instaure un monde plus juste, un monde plus démocratique, un monde plus équitable, un monde affranchi de la domination politique, économique et militaire. Et, pour coiffer le tout, voici son slogan: «Agir, c'est choisir le monde».

Ici, il n'y a rien de creux: tout est engagement, tout est action sur le terrain, que ce soit en Haïti, à Cuba, au Mali ou en Bolivie. Ici, les grands thèmes qui secouent le monde sont pris à bras-le-corps, analysés, décortiqués et critiqués sans compromis. Ainsi, s'agit-il de compiler les récentes archives et

autres publications de l'organisme pour s'en convaincre: *Il est temps pour les Palestiniens d'obtenir le respect de leurs droits, Dix ans de guerre en Afghanistan: la catastrophe continue, Le Canada va-t-en-guerre de M. Harper, Palestine: «le mur d'apartheid» est comparable aux murs du ghetto de Varsovie, Démilitariser l'économie: c'est vraiment payant et constructif!, Les dirigeants-marionnettes*, etc.

Au bout du fil, il y a Jean-Claude Landry, le cofondateur de cet organisme né au tournant des années 1970, plus précisément dans la foulée de l'«assassinat» du président chilien Salvador Allende. On connaît la suite, Jean-Claude Landry est le président du conseil d'administration du comité qu'il a fondé il y a quatre décennies. À l'époque, son organisme agissait sous le nom de Comité Québec-Chili de Trois-Rivières; on aura

compris pourquoi. Cela dit, vous avez bien lu, il est toujours en poste, toujours engagé, toujours dans l'action, et ce, des décennies plus tard; c'est dire l'indignation qui le traverse depuis... «Quand est arrivé le coup d'État au Chili, on a senti une indignation ici au Québec et à travers le monde. Nous avons organisé ici un comité de solidarité.»

L'engagement

Cette motivation de faire de ce monde un endroit plus juste ne semble pas avoir pris une ride avec le temps? «Écoutez, c'est dans l'ADN de notre organisme. Nous avons conservé ce regard critique sur les injustices sociales et sur les rapports de domination que l'on retrouve à l'intérieur de nombreux pays à l'échelle de la planète. Nous avons conservé cet esprit militant afin de ne pas perdre de vue que la pauvreté, la misère, les disparités sociales sont la conséquence non pas de facteurs tenant du hasard ou d'une fatalité quelconque, mais d'un mode de production et de répartition de la richesse, d'un mode d'organisation politique qui entretient ça!», tranche



SOURCE CSTR
Jean-Claude Landry, cofondateur du Comité de solidarité de Trois-Rivières

d'un souffle Jean-Claude Landry. Et ce sera comme ça tout au long de l'entrevue.

Avant de poursuivre cet entretien, qui a parfois pris les allures d'un cours 101 sur l'engagement militant, citoyen et solidaire, rappelons l'une des missions que s'est données le Comité de solidarité de Trois-Rivières: tenter de changer les mentalités en favorisant une véritable prise de conscience des enjeux du développement

international. C'est-à-dire? «On peut bien avoir une perception humanitaire des choses, avoir un réflexe humanitaire par rapport à la misère, mais encore faut-il savoir comment ça se passe. Notre mission, c'est à la fois d'apporter un appui à des organisations, à des pays, à des peuples qui sont en marche et de contrer parfois des situations qui sont intolérables. Qu'on pense seulement à ce qui se passe en Haïti depuis le tremblement de terre. Il s'agit de décortiquer les facteurs d'exploitation et de domination qui sont souvent derrière des situations qui appellent à la misère et à la pauvreté dans les pays du tiers-monde. Regardez seulement la famine qu'il y a dans le monde. Les changements fondamentaux doivent être structurels et politiques! Sans ça, on va continuellement être confronté à un monde bipolaire, entre une majorité de gens qui sont très pauvres et une minorité de riches», s'indigne encore et toujours M. Landry.

Du travail sur le terrain

Concrètement, l'organisme que préside ce militant de la

première heure organise différentes activités et des campagnes de sensibilisation dans les écoles, coopère à l'échelle planétaire avec des organismes qui sont au cœur des conflits sociaux et parraine des stages et des projets. Le Comité de solidarité de Trois-Rivières compte notamment un volet jeunesse et un autre qui se consacre aux femmes (lire les détails dans le site Internet www.cs3r.org).

«Nous avons un comité qui porte sur la situation des femmes dans le tiers-monde, mais aussi sur les femmes autochtones au Québec. Ce comité travaille de plus en étroite collaboration avec un organisme en Haïti. Il s'agit de contrer la violence faite aux femmes en Haïti et le rapport de domination. On organise des campagnes de financement notamment. On sait aussi que, au Congo, les femmes sont les premières victimes de la guerre. Et, dans ce cas, nous faisons des campagnes de sensibilisation et de solidarité. Il y a aussi, conclut M. Landry, beaucoup de travail à faire auprès des femmes en Amérique latine.»

Collaborateur du Devoir

Des souliers contre les mines antipersonnel

Handicap international a été colauréat du prix Nobel de la paix en 1997

Parmi les victimes des guerres et des conflits armés, il ne faut pas oublier les civils. Si ces derniers ne meurent pas tous, beaucoup sont blessés et certains sont estropiés pour la vie. C'est pour aider ces derniers qu'est né Handicap international.

PIERRE VALLÉE

«Handicap international a été fondé en France en 1982 par un médecin français, Jean-Baptiste Richardier, qui avait soigné des victimes de mines antipersonnel après la guerre au Cambodge, explique Marc Drolet, directeur général de Handicap international Canada. Il s'était aperçu que les victimes étaient laissées pour compte une fois son intervention médicale terminée. En créant Handicap international, il a voulu assurer aux victimes un suivi en fournissant des prothèses, mais aussi de la réhabilitation.»

Handicap international compte aujourd'hui neuf sections nationales, dont une au Canada depuis 2003. «La section internationale coordonne et gère les actions, tandis que les sections nationales trouvent le financement pour les projets auprès des bailleurs de fonds institutionnels et privés et auprès des individus. Les sections nationales font aussi de la sensibilisation auprès de leur population.»

En plus d'agir sur le terrain, Handicap international milite pour l'abolition des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions. Son activisme, en particulier dans le cas des mines anti-

personnel, a valu à l'organisme d'être colauréat du prix Nobel de la paix en 1997.

Un véritable fléau

Les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions sont un véritable fléau. «Il y a de quoi s'indigner. Les armes et les déchets de guerres et de conflits armés causent énormément de souffrance dans les populations civiles proches des conflits, et cela, même une fois le conflit terminé, car ces mines et bombes restent en place longtemps.» Un seul exemple suffit pour s'en convaincre. «Nous menons au Mozambique des opérations de déminage depuis maintenant quatorze ans et il nous faudra encore cinq ans afin de compléter le nettoyage.»

Ce sont les femmes et les enfants qui en sont les premières victimes. «Les mines et les bombes se trouvent essentiellement dans les champs, et qui va aux champs? Les femmes et les enfants.» En plus des conséquences humaines, c'est-à-dire les victimes handicapées par ces engins, il y a aussi des conséquences économiques. «Un champ infesté de mines et de bombes n'est plus cultivable. Pour une population qui peine à se nourrir et à survivre, c'est une difficulté supplémentaire.»

Sans compter qu'on peut aisément mettre en doute la moralité de ces engins. «Les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions sont conçues pour blesser et estropier, et non pour tuer. De plus, les bombes à sous-munitions laissent dans leur sillage des explosifs de formes et de couleurs at-

tirantes pour les enfants. Ce sont véritablement des armes insidieuses.»

Quelle est l'ampleur du fléau? «On dénombre dans le monde une victime de mines antipersonnel ou de bombes à sous-munitions toutes les deux heures, ce qui équivaut à plus de 4000 blessés par année. On compte présentement 500 000 personnes dans le monde qui ont été blessées par ces bombes et qui auront besoin d'aide pour le reste de leur vie.»

Agir sur plusieurs fronts

Pour contrer ce fléau, Handicap international travaille sur plusieurs fronts. «Notre première intervention se fait sur le terrain, soit après un conflit, soit à la suite d'un cataclysme naturel, car ce dernier fait aussi des estropiés, comme l'a fait le tremblement de terre en Haïti. Nos équipes sont sur place en 72 heures et procèdent d'abord au recensement des personnes blessées. Nous fournissons béquilles, fauteuils roulants et prothèses. Dans le cas des prothèses, nous fournissons aussi un suivi sous forme de réadaptation. Apprendre à vivre avec un bras ou une jambe en moins n'est pas une chose facile.» Handicap international se préoccupe aussi de la santé mentale et de l'insertion sociale des victimes. «Une personne handicapée a aussi un impact sur les personnes autour d'elle.»

Handicap international est aussi engagé dans le déminage humanitaire de zones contaminées par les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions. «Nous avons des spécialistes et des experts en déminage qui sont aptes à former sur pla-

ce des démineurs locaux. Nous faisons aussi, avec ces équipes de déminage, de la sensibilisation auprès des populations locales quant au danger que représentent ces engins explosifs.» Au total, Handicap international compte 310 projets en tout genre dans 63 pays du monde.

Sur un plan plus politique, Handicap international milite pour l'abolition des mines antipersonnel et des bombes à sous-munitions. Ses efforts, ainsi que ceux des autres organismes engagés dans la même cause, ont mené à la signature de deux traités internationaux: le traité d'Ottawa en 1998 sur les mines antipersonnel et le traité d'Oslo sur les bombes à sous-munitions. «Le Canada a signé et ratifié le premier traité; cependant, s'il a signé le second, il ne l'a toujours pas ratifié.»

C'est pour faire avancer ses causes que Handicap international organise chaque année une pyramide des souliers. En septembre dernier, Handicap international Canada a organisé sa cinquième pyramide des souliers à Montréal. «Nous avons choisi le soulier pour symbole, car il fait directement référence à ce dont on n'a plus besoin lorsqu'on perd une jambe en marchant sur une mine antipersonnel. Les gens amènent donc des paires de souliers, puis ces souliers sont ensuite recyclés et remis à des groupes en ayant besoin. Mais c'est surtout pour nous l'occasion d'attirer l'attention sur ce fléau que sont ces engins explosifs et l'occasion pour la population de soutenir notre action en signant notre pétition qui enjoint au gouvernement canadien de ratifier le traité d'Oslo.»

Collaborateur du Devoir

À CHACUN SES PRIORITÉS

SIGNEZ LA PÉTITION À

STOPPONS

LES DEPENSES MILITAIRES.COM

Dans le cadre des journées québécoises de la solidarité internationale :

5 à 7 : Pourquoi s'engager?

Fondateurs d'organisme, anciens stagiaires et coopérants internationaux...venez discuter avec des personnes engagées !

Également au menu : petites bouchées et expo-photos (gratuits)

➤ **Date :** jeudi 3 novembre 2011

➤ **Heure :** 17h à 19h

➤ **Lieu :** 6050, rue St-Hubert, Montréal (coin Bellechasse)

Aide Internationale pour l'enfance vient en aide aux enfants victimes d'exploitation

Pour infos : www.aipe-cci.org 514 871-8088

CHANGEZ DE PERSPECTIVE, CHANGEZ DES VIES.

Mettez vos compétences professionnelles à profit en embarquant dans l'un de nos nombreux projets de développement international. Votre expertise fait la différence.

CARREFOUR INTERNATIONAL

➤ www.cintl.org/volontariat

Vrai ou faux ?

925 millions de personnes se couchent le ventre vide chaque soir.

La réponse au oxfam.qc.ca/cultivons

Notre programme d'engagement du public est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

REJOIGNEZ CULTIVONS

LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.

COOPÉRATION

Exploitation des ressources

Le Québec ou l'Afrique, même combat !

La société civile est-elle organisée pour être un acteur de son développement ?

Inter-Pares, un organisme de coopération basé à Ottawa, profitera des Journées québécoises de la solidarité internationale pour présider une conférence intitulée «Pour l'égalité: quel modèle de développement?».

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Plan Nord, exploitation des mines du Nord du Québec, extraction du gaz de schiste dans le Bas-Saint-Laurent: Marie-Josée Béliveau, de la Ligue des droits et libertés, Ugo Lapointe, de la Coalition pour que le Québec ait meilleure mine!, Yao Graham, coordonnateur du Third World Network-Afrique, et Nadia Faucher, d'Inter Pares, discuteront de ces questions en les abordant sous l'angle de la promotion de la justice sociale, de l'économie et de l'écologie et du droit des peuples à décider de leur avenir, lors d'une conférence intitulée «Pour l'égalité: quel modèle de développement?».

Solidarité

De la part d'un organisme de coopération internationale, l'organisation d'un tel événement peut sembler hors de propos. Pourtant, pour Inter Pares, la conférence de Montréal s'inscrit dans une série d'événements ponctuels qui permettent à l'organisme de se faire connaître partout au pays, tout en suscitant des débats sur des enjeux qui sont à la base des réflexions de l'organisation: «Quand on parle de solidarité, on parle de partage d'informations; il est important de voir que ce qui se passe ailleurs est semblable à ce qui se passe ici, et les échanges donnent un regain d'énergie pour poursuivre la lutte», explique Nadia Faucher, coordonnatrice de programmes chez Inter Pares.

Le nom Inter Pares signifie en latin «entre égaux», c'est donc dire que toutes les interventions du groupe sont motivées par cette volonté d'égalité entre les individus et entre les peuples. Pourtant, Inter Pares n'a pas de bureau outre-mer ni quelque représentation publique que ce soit. L'organisme préfère travailler avec les gens et les organisations qui agissent dans leur propre pays. En ce sens, le rôle d'Inter Pares est

celui d'un accompagnateur qui aide les personnes et organismes à faire face à l'injustice, tout en renforçant leur travail et en leur permettant de s'approprier les espaces politiques qui leur appartiennent.

Ici même au Canada, Inter Pares tente de jouer un rôle afin de soutenir la lutte contre les injustices par l'entremise de politiques étrangères, mais aussi en remettant en question le comportement des entreprises canadiennes œuvrant à l'étranger... et chez nous: «L'action au Canada, c'est une trajectoire pour Inter Pares, ce n'est pas nouveau qu'on regarde autant ce qui se passe dans notre propre pays qu'ailleurs», ajoute Nadia Faucher.

Ici et ailleurs

Concrètement, Inter Pares travaille sur des enjeux relatifs à la migration, à la violence contre les femmes, à la démocratie, au contrôle des ressources, à la santé, à la souveraineté alimentaire et à la justice économique. Évidemment, partout dans le monde, les modes de solutions passent par la participation citoyenne: «Dans tous les endroits où on travaille, on veut s'assurer que la société civile est assez organisée pour être un acteur de son propre développement», rappelle Nadia Faucher.

Tout d'abord, au Canada, on œuvre à sensibiliser la population aux questions relatives à la justice sociale et à la promotion du changement social. «Dès 1982, Inter Pares participe à une commission à propos des fermes familiales au Canada. On a alors couplé de petits fermiers des Maritimes à d'autres des Caraïbes et de l'Afrique pour découvrir des enjeux similaires. À l'époque, on a été visionnaire, puisque les enjeux sont encore les mêmes aujourd'hui», rappelle Samantha McGaven, directrice des communications. En cette ère de mondialisation, les enjeux ne connaissent pas de frontières et Inter Pares met en contact des militants de partout



Les femmes font souvent partie des groupes les plus marginalisés, comme au Pérou, où Inter Pares agit avec des ONG nationales.

ENRIQUE CASTRO-MENDIVIL REUTERS

qui luttent pour les droits des femmes, contre l'extraction des ressources et pour l'agriculture durable et les libertés civiles.

D'Afrique en Amérique

En Afrique, et plus précisément dans une grande partie de l'Afrique subsaharienne, un certain héritage économique, social et politique empêche encore les populations de prendre leur avenir en main. Ici, Inter Pares travaille avec des organismes qui cherchent à améliorer la qualité de vie et qui tentent de résoudre les conflits par l'organisation communautaire locale; c'est le cas, par exemple, en Guinée-Bissau, au Ghana, au Mali et au Soudan. Inter Pares collabore aussi avec des organisations qui misent sur la mobilisation et sur des enjeux politiques d'importance cruciale, tels que la protection de l'environnement, l'imputabilité du gouvernement, l'égalité entre

les sexes, la souveraineté alimentaire, le commerce et les droits de la personne.

Pendant ce temps, en Asie, Inter Pares agit avec des ONG nationales au Bangladesh, en Inde et aux Philippines. Ailleurs, Inter Pares fait partie d'une coalition d'ONG canadiennes qui appuie les personnes réfugiées birmanes et les déplacées en Thaïlande, en Chine, en Inde, en Malaisie et au Bangladesh.

En Amérique latine, où de grands changements politiques ont eu lieu ces dernières années, c'est auprès d'organisations nationales au Mexique, au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua, au Pérou et en Colombie qu'Inter Pares agit, tout en maintenant des liens avec son homologue régional, Project Counselling Service, une ONG qui appuie les efforts des gens pour reprendre le contrôle de leurs ressources, ainsi que l'affirmation et la participation politique des femmes et des peuples autochtones.

Des actions concrètes auprès des femmes

Un exemple concret de l'action d'Inter Pares, c'est le projet Pérou. «Les femmes font souvent partie des groupes les plus marginalisés. Les voix qu'on entend le

moins souvent, ce sont celles des femmes et des populations autochtones», explique Nadia Fortier, qui est responsable du programme Pérou. «On travaille beaucoup avec des femmes qui se sont fait élire à des postes de conseillère lors d'élections municipales en zone rurale. On appuie un réseau de ces femmes afin de les sortir de l'isolement, de leur donner des moyens de communication afin d'échanger plus régulièrement. Ces femmes s'appuient mutuellement pour tenter de faire tomber les stéréotypes et les pratiques plus patriarcales», raconte Mme Faucher.

Ces politiques publiques donnent une poussée qui permet de commencer à changer les choses, et Inter Pares soutient des interventions subséquentes capables de transformer les relations hommes-femmes.

Il existe d'autres exemples où on va favoriser la participation des femmes. Au Bangladesh, on appuie la présence des femmes au sein de comités de surveillance de l'application des politiques du gouvernement. «Au Soudan, on travaille avec des groupes qui suscitent la participation citoyenne des femmes dans des conditions souvent difficiles. Même chose aux Philippines et dans plusieurs pays où il n'est pas facile pour les femmes de mettre de l'avant leurs intérêts, en raison souvent des gouvernements et de la religion», conclut Nadia Faucher.

Collaboratrice du Devoir

■ Pour l'égalité: quel modèle de développement?, le lundi 14 novembre 2011 à 19h30, au Centre Saint-Pierre, 1212, rue Panet, Montréal.



Solidaires,
l'avenir est
entre nos
mains.



Développement
et Paix

1 888 234-8533 www.devp.org

Canada World Youth Jeunesse Canada Monde

ENGAGEMENT ET LEADERSHIP DEPUIS 40 ANS !

www.jeunessecanadamonde.org

Depuis 40 ans, Jeunesse Canada Monde a permis à 34 000 jeunes, du Canada et d'ailleurs, âgés entre 15 à 29 ans de participer à des programmes de coopération internationale. Ils ont été accueillis par 11 000 familles dans 67 pays. Chaque année, les jeunes qui participent à nos programmes donnent plus d'un million d'heures à des activités bénévoles.

En tant qu'organisation, Jeunesse Canada Monde contribue à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies et forme de nouvelles générations de jeunes pour une implication citoyenne plus active et enrichissante.

Les programmes de Jeunesse Canada Monde sont réalisés avec l'appui financier du gouvernement du Canada agissant par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

50e SUCO SOLIDARITÉ, UNION, COOPÉRATION

50 ans d'engagement et de solidarité
De près, on va plus loin!

Venez nous voir pendant les JQSI!

Soirée Wapikoni international: la vidéo engagée
10 novembre 18h, Café l'Artère, 7000 avenue du Parc

Aidez-nous à retrouver nos anciens et anciennes!

Contactez-nous au 514-272-3019
www.suco.org / montreal@suco.org

REJOIGNEZ
CULTIVONS
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Oxfam Québec

Vrai ou faux ?

Les céréales nécessaires pour remplir un VUS d'éthanol pourraient nourrir une personne pendant un an.

La réponse au oxfam.qc.ca/cultivons



COOPÉRATION

D'Oxfam-Québec à Jeunesse Canada monde

« L'avenir du monde est sur les bancs d'école »

La solidarité internationale jouit d'une popularité croissante auprès des jeunes

Désengagés, les jeunes? Ce n'est certainement pas le constat que font les responsables des organisations de solidarité internationale, qui observent plutôt une recrudescence de la participation des jeunes dans les mouvements de coopérants. Non seulement ils sont de plus en plus nombreux à s'engager, mais ils sont également plus informés que jamais, au point où les organisations doivent adapter leurs formations. Tour d'horizon sur l'engagement des jeunes dirigeants de demain.

JESSICA NADEAU

Chaque année, au mois de mai, ils sont des milliers à descendre dans la rue pour réclamer un monde plus juste, des jeunes du secondaire qui viennent de partout au Québec et qui convergent vers le parc Lafontaine, à Montréal, pour participer à la marche du Club 2/3, la division jeunesse d'Oxfam-Québec. Pour eux, c'est l'aboutissement d'une année d'engagement au quotidien dans leur école respectivement sur le thème de la solidarité internationale, de la citoyenneté active et de la consommation responsable.

«Le feeling de gang, c'est incontournable quand tu es adolescent», explique le cofondateur de l'organisme, Jean-Pierre Denis. Quand on est entouré de 15 000 jeunes qui veulent la même chose que soi, c'est très valorisant et ça favorise l'émergence de la citoyenneté active.»

Tournée d'écoles

C'est en 1970, au retour d'un voyage initiative en Haïti, que Jean-Pierre Denis, alors âgé de 15 ans, fonde le Club 2/3. Lui et ses compagnons de voyage décident de faire la tournée des écoles de leur quartier pour témoigner de ce qu'ils ont vu.

L'adolescent de l'époque était loin d'imaginer que son petit groupe, formé autour de l'animateur de pastorale de l'école, deviendrait, quarante ans plus tard, une véritable institution pour les jeunes qui souhaitent changer le monde. Mais il était convaincu d'une chose, c'est que cette expérience l'avait changé à jamais. «On avait fait un deal, à notre retour d'Haïti, qu'on ne se coucherait pas un seul soir sans avoir essayé de contribuer à la construction d'un monde plus juste.»

Ce monde plus juste, il tente de l'atteindre par le biais des jeunes qui le suivent, plus nombreux que jamais, dans son rêve d'adolescent. À travers les activi-

tés du Club 2/3 dans les écoles, il sensibilise les jeunes pour les amener à un certain niveau de sensibilisation et leur propose des actions concrètes qu'ils peuvent appliquer dans leur quotidien.

«On forme les futurs dirigeants, les prochains députés, maires, directeurs de grande entreprise, consommateurs, citoyens... L'avenir du monde est sur les bancs d'école en ce moment. On leur inculque une meilleure compréhension du monde, on leur suggère des pistes d'action pour être de jeunes citoyens du monde. Ça prend du temps, mais c'est ça, l'éducation.»

Qui sont ces jeunes qui choisissent de s'engager? «Le profil type, répond Jean-Pierre Denis, c'est certainement trois filles pour un gars. Et je soupçonne le gars d'être là parce qu'il y a trois filles!»

Ce qu'ils réclament? De la justice. Et un développement durable, qui passe par une vision économique autre que celle qui prévaut actuellement. «Pour les jeunes d'aujourd'hui, l'environnement et la justice sociale, c'est intimement lié.»

Une soif d'engagement

Pour Katina Binette, responsable du programme Québec

sans frontières, un programme de stages d'initiation à la coopération internationale destiné aux jeunes de 18 à 35 ans, il n'y a pas de modèle unique. «C'est très varié. On a des jeunes qui viennent d'arriver au cégep et qui souhaitent vivre une expérience à l'international, certains sont interpellés par l'aspect plus culturel et la découverte d'un autre pays. Il y en a d'autres qui sont à l'université et qui veulent travailler dans l'humanitaire plus tard, qui voient donc le stage comme une porte d'entrée.»

Selon elle, le point commun de tous ces coopérants, c'est l'attrait de la découverte et le besoin de s'engager. «Ces jeunes-là s'engagent même ici, au Québec, dans différentes sphères, ils ont une soif d'engagement et d'action citoyenne.»

Elle observe, depuis une quinzaine d'années, que la solidarité internationale jouit d'une popularité croissante auprès des jeunes, un phénomène qu'elle attribue notamment aux nouvelles technologies. «Avec l'arrivée d'Internet, il y a une nouvelle ouverture sur le monde, ça fait en sorte que les jeunes ont envie de partir à la découverte et de s'engager.»

Les jeunes qu'elle côtoie — ils

sont, bon an mal an, environ 350 à s'engager bénévolement comme coopérants aux quatre coins du monde — représentent bien, selon elle, la jeunesse québécoise. «Ce sont des jeunes très dynamiques, qui sont très engagés, que ce soit en environnement ou sur le plan social et politique... Ce sont des jeunes informés, politisés et très critiques en général. Même nous, les organisations qui offrent des stages, nous avons dû nous adapter. Avant, nous donnions des formations de base. Maintenant, il faut augmenter le niveau des connaissances parce qu'ils sont déjà très informés, très engagés.»

Quelle place pour les jeunes?

Et si les jeunes peuvent parfois sembler apathiques ou désengagés, c'est peut-être parce que la société ne leur laisse pas assez de place, estime pour sa part Sébastien Maillette, coordonnateur de l'engagement du public pour l'organisme Jeunesse Canada monde.

«On les incite à s'engager, mais on ne les invite pas nécessairement à participer aux réunions d'importance, on ne leur demande pas de participer ou même d'écouter et de mettre en pratique leurs suggestions. Ils sont généralement relégués à de petites tâches mineures qui ne les inspirent

pas toujours à maintenir leur engagement.»

Par la coopération internationale, les jeunes trouvent bien souvent leur voie. Ils partent à la découverte du monde, mais ils se rencontrent en chemin, constate Sébastien Maillette.

«On pousse les jeunes à choisir un chemin de carrière assez tôt et, souvent, ils ne sont pas prêts. Ils arrivent au cégep ou à l'université et ne sont pas certains de leur choix. Plusieurs décident de prendre une année sabbatique et en profitent pour voyager. Mais ils ne voient pas à quel point ça les aide à découvrir qui ils sont, quelle est leur place, non seulement dans le monde, mais dans leur société et leur collectivité. Plusieurs jeunes nous disent, au retour, que le voyage a changé leur vie et qu'ils savent désormais ce qu'ils veulent faire.»

Certains les qualifieront d'utopistes, de «pelleteux de nuages». Jean-Pierre Denis, le fondateur du Club 2/3, répond qu'il n'y a rien de mal à alimenter l'utopie. Au contraire. C'est, selon lui, d'abord et avant tout une question de survie. «Si on est conscient, mais réellement conscient des enjeux et du monde dans lequel on vit, il n'y a que deux possibilités: l'utopie ou la mort. Nous autres, on a choisi l'utopie...»

Collaboratrice du Devoir

SUCO et Développement et paix

Les artisans du développement durable sont à l'œuvre

« Nous avons besoin de changements à long terme »

SUCO, Développement et paix: deux organismes de solidarité internationale, deux visions différentes. Le premier est laïque, le second s'inspire des valeurs de l'Évangile. Mais tous deux partagent une volonté d'offrir un soutien durable aux populations dans le besoin.

KARL RETTINO-PARAZELLI

L'organisme SUCO, (pour solidarité, union, coopération), qui fête cette année ses 50 ans, est une des premières organisations non gouvernementales (ONG) laïques en coopération internationale au Canada. Il est actif dans cinq pays à travers le monde, dont Haïti, et compte sur le travail de 25 employés et d'une quarantaine de volontaires déployés sur le terrain.

Contrairement aux organisations d'intervention d'urgence, SUCO mise plutôt sur une intervention à long terme et œuvre en grande partie auprès des populations en milieu rural. «Nous mettons l'accent sur des démarches en agriculture durable. Le but, c'est d'augmenter la production agricole dans le respect de l'environnement et de favoriser la prise en charge des plans de développement par les populations», explique Richard Veenstra, directeur général de SUCO.

Dans le cas d'Haïti, ravagé en janvier 2010 par un violent séisme, pendant que les gouvernements et les ONG de différents pays apportaient eau, nourriture et abris aux sinistrés, SUCO prêtait aussi main-forte, mais prévoyait déjà l'après-crise. «En Haïti, il y a beaucoup d'agriculteurs qui sont installés sur les flancs de

montagne et qui sont vulnérables à des désastres quand il y a des pluies ou des ouragans. On ne peut pas empêcher les grandes pluies, mais on peut en réduire les effets», affirme M. Veenstra.

SUCO montre par exemple aux Haïtiens des façons d'aménager leur terrain pour éviter que le sol ne s'érode, ou encore les semences à utiliser pour obtenir un meilleur rendement. «Les gens apprennent ces techniques-là chez eux, dans leur propre champ, donc l'application est beaucoup plus automatique», ajoute M. Veenstra.

L'apport de l'organisme ne se limite toutefois pas aux connaissances techniques et aux ressources financières. SUCO veut également que les collectivités soient en mesure de prendre leur avenir en main. «L'idée du développement local, c'est d'aider les populations à prendre leur place et à se faire entendre auprès des autorités locales», ajoute le directeur général de l'organisme.

Les collectivités sont donc au cœur de leur propre développement et, de l'avis de Richard Veenstra, les initiatives récemment prises portent déjà leurs fruits. «J'étais à Haïti il y a deux semaines et, très spontanément, les gens m'ont parlé du changement que ça a fait dans leur vie», se réjouit-il.

Vers « un monde plus juste »

«Agir pour un monde plus juste»: voilà comment Développement et paix définit sa vision de la solidarité internationale. Au contraire de SUCO, les actions de cet organisme rattaché à la Conférence des évêques catholiques du Canada sont guidées par des principes religieux, ce qui ne l'empêche pas de venir en aide aux populations démunies de 70 pays dans le mon-

de, catholiques ou non. «Pour nous, agir pour un monde plus juste, c'est un équilibre, un partenariat, un respect pour la dignité des êtres humains partout sur la Terre. Ça veut dire qu'il faut que la relation entre le Nord et le Sud, entre les pays riches et les pays pauvres, soit une relation de respect», illustre Josianne Gauthier, directrice générale adjointe de l'organisme.

Concrètement, Développement et paix amorce des projets qui concernent des enjeux aussi variés que la condition des femmes, l'accès à la démocratie, les droits des groupes vulnérables ou l'équilibre dans le partage des ressources naturelles, et ce, sans jamais oublier les valeurs dictées par l'Évangile.

«Nous avons nos valeurs, qui sont catholiques, et elles définiront toujours les paramètres de notre travail. Nous n'agissons pas contre nos valeurs et nous ne demanderons pas à quelqu'un d'autre de suivre nos valeurs non plus», répond Mme Gauthier lorsqu'on lui demande où se situe la frontière entre aide humanitaire et évangélisation. On n'a pas de mandat d'évangélisation. Nous, c'est par l'action qu'on travaille», assure-t-elle.

Comme dans le cas de SUCO, l'organisme catholique offre de l'aide d'urgence lorsque c'est nécessaire, mais il mise d'abord et avant tout sur le développement durable en collaboration avec les acteurs locaux. Les pays de la Corne de l'Afrique touchés cet été par la pire sécheresse en 60 ans n'y font pas exception.

«Nous travaillons directement avec les Églises locales au Kenya, en Éthiopie et en Somalie pour venir en aide, même à petite échelle, avec des vivres, des tentes, etc. Parce qu'actuellement nous sommes

encore en mode survie, admet Mme Gauthier. Mais, évidemment, à moyen et à long terme, nous espérons pouvoir aider les collectivités à trouver des solutions pour ne pas retomber dans cette vulnérabilité chronique», ajoute-t-elle.

Faire les choses autrement

Malgré le fossé idéologique qui sépare SUCO de Développement et paix, les deux organismes sont unanimes: l'aide offerte en période de crise est trop souvent orientée vers le court terme, et les mentalités doivent changer.

«Le problème, c'est qu'on arrive dans une période de crise et qu'on quitte par la suite. On n'est plus là pour soutenir la recherche de solutions et changer les structures qui créent la vulnérabilité», estime Josianne Gauthier, de Développement et paix.

Richard Veenstra, de SUCO, croit lui aussi que l'aide offerte aux populations démunies devrait être pensée en termes de développement durable et d'autonomie des collectivités. «Je ne veux pas critiquer les ONG sur le terrain, mais ce qu'on voit beaucoup, c'est un engouement pour mettre en œuvre un projet, alors que nous n'avons pas seulement besoin de projets: nous avons besoin de changements à long terme», renchérit-il.

A son avis, les projets rapidement mis sur pied en Haïti ou dans la Corne de l'Afrique ont leur raison d'être, mais ils ont aussi leurs limites. «Je pense que l'aide d'urgence a sûrement aidé à sauver des vies, mais les vies sauvées ne sont pas nécessairement hors de danger un ou deux ans plus tard...», observe-t-il.

Collaborateur du Devoir



MANAGERS
sans frontières

DE JEUNES GESTIONNAIRES,
CITOYENS DU MONDE,
QUI VEULENT PASSER
À L'ACTION!

Consultez les programmes en gestion
du développement international
et de l'action humanitaire

Informez-vous sur les stages :
www.mngsf.org

UNIVERSITÉ
LAVAL
Faculté des sciences
de l'administration



HANDICAP
INTERNATIONAL

AGIR
PARTOUT OÙ IL LE FAUT

Haiti : Reynane après avoir été appareillée

SOUTENEZ NOTRE MISSION : 514 908 2813

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des personnes vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

SUIVEZ NOS ACTIONS SUR :

www.handicap-international.ca

Facebook.com/Handicap.International.Canada

Twitter.com/HI_Canada